



Communiqué de presse

Paris, le 17 mai 2018

**Les personnes retraitées veulent des services publics
et des administrations répondant aux besoins de la population.
Elles le rappelleront le 22 mai, en tant qu'usagers.**

Nos 9 organisations soulignent que la vie des personnes retraitées est fortement concernée par l'existence ou non de services publics et d'administrations (relevant de l'État ou des collectivités territoriales) répondant à leurs besoins. Nous constatons que dans de nombreux domaines (Bureaux de Poste, Trésoreries, Hôpitaux, Caisses primaires d'assurance maladie, SNCF, etc.), dans les zones rurales dans un premier temps, et maintenant dans les banlieues et les villes, des services publics sont fermés, disparaissent. Tout ceci rend plus difficile la vie au quotidien des personnes retraitées : accessibilité de plus en plus difficile par l'éloignement géographique, par la réduction des jours d'ouverture, par le remplacement de femmes et d'hommes par du numérique où chaque personne est renvoyée à internet ! Alors que les services publics devraient être des outils pour améliorer le vivre ensemble, la façon dont ils sont gérés depuis trop d'années en fait des instruments supplémentaires d'exclusion. Nous soulignons que le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie n'est possible que si existent des services publics fonctionnant correctement à proximité des personnes âgées.

Le Plan d'Action Publique 2022 du gouvernement met en place de nouveaux abandons de missions, des privatisations, des externalisations. Par exemple, en matière d'Aide à la personne, à domicile ou en établissement (EHPAD), aucun projet n'est retenu qui réponde aux besoins grandissants dans ce domaine de l'aide aux personnes dépendantes.

**Les retraités se sentent concernés par les actions de défense des services publics.
Elles le rappelleront le 22 mai, en tant qu'usagers.**

François Thiéry-Cherrier (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Michel Salingue (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Francisco Garcia (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Jacques Sanchez (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)